

POLITIQUE D'ALIMENTATION SCOLAIRE



CONSULTATION INFORMELLE

20 juillet 2009

Programme alimentaire mondial
Rome, Italie

RESUME

"À l'évidence, la question de savoir si l'alimentation scolaire permet effectivement d'atteindre les plus vulnérables ne se pose plus. La réponse est "oui". Confrontés à des crises mondiales, nous devons à présent nous concentrer sur la manière d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire conjuguant rationalité économique et viabilité, afin de soutenir et de protéger ceux qui ont le plus besoin d'aide, aujourd'hui comme demain"¹.

Le Programme alimentaire mondial a pour ambition de réduire la faim chez les écoliers, afin qu'elle n'entrave pas leur développement humain.

Le PAM a 45 ans d'expérience dans le domaine de l'alimentation scolaire. Tout au long de cette période, le Programme a aidé des millions d'enfants à devenir des adultes instruits et productifs. Ces adultes ont réussi à faire bénéficier leur famille d'une plus grande sécurité alimentaire, et leurs enfants sont en meilleure santé et plus instruits. Les bienfaits de l'alimentation scolaire et de l'éducation ont des répercussions tangibles sur les générations suivantes.

L'alimentation scolaire est un outil de protection sociale efficace. Elle permet d'éviter que les enfants ne soient laissés pour compte en temps de crise. Porteuse d'avancées en matière de nutrition, d'éducation et d'égalité des sexes, elle apporte également un large éventail d'avantages socioéconomiques. Lorsque trouver de quoi nourrir la famille au jour le jour prend le pas sur l'avenir potentiel d'un enfant, la perspective d'un repas scolaire quotidien est une forte incitation à inscrire ses enfants à l'école et faire en sorte qu'ils soient assidus. Lorsque les programmes d'alimentation scolaire font appel à la production locale, l'économie locale bénéficie de retombées favorables dans une situation "gagnant-gagnant".

L'alimentation scolaire s'inscrit dans la durée. À ce jour, le PAM a transféré la responsabilité de programmes d'alimentation scolaire à 42 gouvernements nationaux. Les trois quarts environ continuent aujourd'hui d'assurer l'alimentation scolaire. Le PAM milite en faveur des programmes d'alimentation scolaire auprès des pouvoirs publics, des donateurs et d'autres parties prenantes, et fait valoir aux gouvernements qu'il s'agit d'un moyen efficace pour résoudre le problème de la faim, ce qui contribuera à répondre à leurs priorités en réduisant la faim et la pauvreté et en améliorant l'éducation, la nutrition et l'égalité entre les sexes.

Selon les estimations du PAM, en 2009, 66 millions d'enfants vont à l'école le ventre vide. La présente politique d'alimentation scolaire a pour objet de relever le défi qui consiste à aider ceux qui en ont le plus besoin et à renforcer

¹ Josette Sheeran, Directrice exécutive du PAM, et Robert B. Zoellick, Président de la Banque mondiale, avant-propos à *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector*, une publication conjointe du Programme alimentaire mondial et du Groupe de la Banque mondiale.

l'alimentation scolaire en tant qu'instrument de lutte contre la faim permettant d'atteindre les enfants les plus vulnérables, au moment où le PAM effectue sa transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire.

Cette politique propose une démarche, une justification et un objectif clairs et cohérents en matière d'alimentation scolaire; elle fixe un certain nombre de principes, précise le rôle du PAM et établit un cadre de référence pour la conception et la mise en oeuvre d'interventions de qualité.

Les programmes d'alimentation scolaire doivent s'attacher à appliquer les normes suivantes: stratégie de pérennisation; alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux; financement et budgets stables; programme axé sur les besoins, économiquement rationnel et bien conçu; organisation institutionnelle et opérationnelle fiable; stratégie locale de production et d'approvisionnement; partenariats et coordination intersectorielle solides; et participation et appropriation solides des communautés.

Le PAM aidera les gouvernements nationaux à appliquer ces principes à travers une action de sensibilisation et de soutien menée en coopération avec des partenaires, afin: de définir des politiques et des stratégies nationales d'alimentation scolaire; d'établir des dispositifs nationaux de coordination de l'alimentation scolaire; de fournir une assistance technique multisectorielle propre à assurer la qualité et la rationalité économique des programmes; de développer les capacités afin de garantir la viabilité des interventions; d'assurer le financement des programmes d'alimentation scolaire; d'appuyer la mise en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire; et d'appuyer l'élaboration d'une base de connaissances mondiale sur les meilleures pratiques, l'innovation et la recherche, en encourageant l'échange d'informations et l'apprentissage.

INTRODUCTION

1. Le présent document décrit la finalité et les objectifs de l'alimentation scolaire et le rôle du PAM, les méthodes permettant d'atteindre les objectifs, ainsi que les outils de mesure des résultats. Cette politique a pour objet de fournir au Conseil d'administration, aux Directeurs régionaux, aux Directeurs de pays et à l'ensemble du personnel du PAM des indications sur les modalités de mise en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire et de gestion des budgets à appliquer pour réaliser un certain nombre d'objectifs spécifiques relatifs aux filets de protection sociale, à l'éducation, à la nutrition, à la santé et à d'autres domaines en rapport.
2. Le document expose également le cadre conceptuel élaboré à partir des dernières recherches, des enseignements, des meilleures pratiques et des résultats des évaluations, sur lequel les analyses pourront désormais se fonder.

CONTEXTE

3. La présente politique d'alimentation scolaire a pris forme à un moment crucial. En raison de la crise économique actuelle, les pays du monde entier se trouvent confrontés à une multitude de problèmes de toutes natures. Le PAM est d'autant plus vivement incité à orienter son aide vers les plus démunis. Au demeurant, tout au long de cette période troublée, le Programme est parvenu à s'adapter; le nouveau Plan stratégique (2008-2011) étant aujourd'hui en vigueur, il dispose d'une occasion unique de renforcer l'alimentation scolaire pour atteindre les enfants les plus vulnérables, dans le contexte de sa transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire.
4. Cette politique concorde avec les documents d'orientation du PAM concernant les questions d'alimentation scolaire². En outre, des recherches et des analyses qu'il a achevées en 2009 ont permis au PAM d'enrichir la base de connaissances, et elles amélioreront la qualité de ses programmes d'alimentation scolaire. Ces documents comprennent:

² L'alimentation scolaire est évoquée dans les documents d'orientation suivants: "Plan stratégique du PAM (2008–2011)" (WFP/EB.A/2008/5-A/1/Rev.1); "Enrichissement en micronutriments: l'expérience du PAM et la voie à suivre" (WFP/EB.A/2004/5-A/2); "La nutrition en période de crise: l'expérience du PAM et les difficultés à surmonter" (WFP/EB.A/2004/5-A/3); "Favoriser le développement" (WFP/EB.A/99/4-A); "Stratégies de retrait pour les programmes d'alimentation scolaire: l'expérience du PAM" (WFP/EB.1/2003/4-C); "Programme élargi d'alimentation scolaire et de santé: nouveaux partenariats en Ouganda" (WFP/EB.3/2004/4-D/Add.1); "Renforcement des capacités nationales et régionales" (WFP/EB.3/2004/4-B); "Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes" (WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1). Les politiques suivantes sont en rapport avec l'alimentation scolaire: "Le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire: concepts, expériences et programmes possibles à l'avenir" (WFP/EB.3/2004/4-A); "La programmation à l'ère du SIDA: l'action du PAM dans la lutte contre le VIH/sida" (WFP/EB.1/2003/4-B).

- *Learning From Experience - Good Practices from 45 Years of School Feeding.* Cette étude du PAM a inspiré l'élaboration des normes de qualité de l'alimentation scolaire (annexe I).
 - *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector.* Cette publication conjointe du PAM et du Groupe de la Banque mondiale propose une étude exhaustive des meilleures pratiques s'appuyant sur des éléments concrets et donne des indications sur la manière d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire efficaces.
 - *Home-Grown School Feeding: A Framework to Link School Feeding with Local Agricultural Production.* Cette étude, conduite par le PAM en 2008 et 2009 et financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, explore les possibilités d'établir des passerelles entre les programmes d'alimentation scolaire et la production agricole locale dans les pays en développement.
 - *An Investment Case for School Feeding.* Ce document, rédigé par le PAM et le Boston Consulting Group (BCG), compare les coûts monétaires de l'alimentation scolaire et ses avantages économiques à long terme, en évaluant le ratio coûts/avantages et la valeur économique totale générée par l'alimentation scolaire.
5. Les gouvernements nationaux et les donateurs sont de plus en plus nombreux à reconnaître l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire en tant que filets de protection sociale permettant d'améliorer les moyens de subsistance. Mais ce n'est pas leur seul atout. Ils offrent également à l'échelle des communautés une plate-forme exceptionnelle pour investir à long terme dans le capital humain en vue de réduire la faim, tout en obtenant des effets directs en matière de nutrition, d'éducation et d'égalité des sexes.
6. En 2008, 20 gouvernements ont utilisé des programmes d'alimentation scolaire comme filets de protection sociale face à la crise alimentaire. Pour répondre à la crise alimentaire planétaire, le Groupe de la Banque mondiale a lancé un mécanisme d'intervention qui a permis de mobiliser 2 milliards de dollars É.-U.; l'objectif consiste à aider les pays à faire face à la crise des produits alimentaires et des combustibles, notamment en transposant les programmes d'alimentation scolaire à plus large échelle. Le PAM a étendu ses projets d'alimentation scolaire à 5 millions d'enfants de plus, ainsi que leur famille, dans 17 pays: Bangladesh, Bénin, Burundi, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Libéria, Mozambique, Nicaragua, Pakistan, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan et Territoire palestinien occupé; les pays dans lesquels le nombre de bénéficiaires a connu les augmentations les plus fortes sont le Bangladesh, Haïti, le Pakistan, le Sénégal et le Tadjikistan.

7. Aujourd'hui, peut-être pour la première fois dans l'histoire, tous les pays du monde tentent de nourrir leurs écoliers, d'une manière ou d'une autre, et à plus ou moins grande échelle. Rares sont les programmes de protection sociale qui réunissent autant d'avantages multisectoriels – éducation, égalité des sexes, sécurité alimentaire, réduction de la pauvreté, nutrition et santé – en une seule intervention. Pourtant, c'est dans les pays les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire que la couverture de l'alimentation scolaire présente le plus de failles.
8. Une coalition mondiale regroupant des gouvernements, le PAM, la Banque mondiale, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) partenaires, des instituts de recherche et d'enseignement et des représentants du secteur privé se met progressivement en place afin qu'aucun enfant n'aille à l'école le ventre vide.
9. Le PAM s'efforce de mobiliser les 3,2 milliards de dollars requis pour aider les 66 millions d'enfants qui vont à l'école le ventre vide dans les pays en développement. Le Programme est le premier organisateur de programmes d'alimentation scolaire au monde: il investit chaque année près d'un demi milliard de dollars pour offrir un repas à 22 millions d'écoliers en moyenne, dont la moitié environ sont des filles, dans 70 pays.
10. Les mérites de l'alimentation scolaire ont été reconnus dans de nombreuses instances internationales, et celle-ci bénéficie de l'engagement et du soutien des gouvernements. Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies a recommandé de renforcer l'alimentation scolaire pour atteindre tous les enfants vivant dans des zones particulièrement exposées à la famine, en utilisant des aliments produits localement. L'alimentation scolaire répond directement aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la faim et à la pauvreté (OMD 1), à l'éducation (OMD 2) et à l'égalité des sexes (OMD 3), et participe indirectement à la réalisation de tous les autres OMD. De plus, les programmes d'alimentation scolaire contribuent à la réalisation des six objectifs "Éducation pour tous" du Cadre d'action de Dakar adopté à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation organisé au Sénégal en 2000. L'alimentation scolaire est l'une des composantes du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique adopté par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en 2003, puis approuvée lors du Sommet de l'Union africaine sur la sécurité alimentaire qui s'est tenu à Abuja en 2006. L'alimentation scolaire a également été prise en compte dans le Plan d'action défini pour 2008-2010 lors du Sommet Afrique–Union européenne, et qualifiée de stratégie de premier plan à l'occasion de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous tenue en 2007 à Dakar. Plus récemment, en réponse à l'impact de la hausse des prix alimentaires, un certain nombre de plans d'action ou de déclarations ont

préconisé l'alimentation scolaire, notamment la Déclaration de Yokohama adoptée lors de la Quatrième Conférence internationale sur le développement en Afrique (TICAD IV), et la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale organisée sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

POURQUOI L'ALIMENTATION SCOLAIRE?

11. Les programmes d'alimentation scolaire aident à réduire la vulnérabilité à la faim et à protéger et renforcer les moyens de subsistance, en investissant dans le capital humain par une santé, une nutrition et une éducation améliorées. Ce faisant, ils peuvent assurer de façon efficace et efficace la transition entre les mesures d'urgence et de redressement et le développement à moyen et à long termes.
12. L'alimentation scolaire entraîne des effets directs qui se renforcent mutuellement; elle aide ainsi les ménages à s'extraire de la pauvreté et contribue à briser le cercle vicieux de la faim qui se reproduit de génération en génération. Elle favorise également l'éducation; or l'éducation se traduit, en particulier pour les filles, par des progrès sur le plan de la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, autant de facteurs dont les effets contribuent à éliminer la faim.
13. Un résumé des données issues des dernières recherches universitaires est présenté ci-après.

L'alimentation scolaire, filet de protection sociale – nutrition, éducation, égalité des sexes, transfert de valeur – et plate-forme offrant des avantages socioéconomiques plus étendus

Alimentation scolaire et nutrition

14. Les aliments fournis dans les écoles doivent être aussi nutritifs que possible. Lorsque les élèves de l'école primaire bénéficient d'une meilleure nutrition et ont moins de problèmes de santé, ils apprennent mieux et leur morbidité diminue, ce qui leur permettra de vivre en meilleure santé. Les programmes d'alimentation scolaire ne se bornent pas à soulager la faim des enfants à l'école; ils renforcent également leur nutrition, surtout lorsque les aliments sont enrichis en micronutriments, augmentant ainsi les chances d'améliorer leur santé, leurs résultats scolaires et leur niveau d'instruction.
15. L'alimentation scolaire permet d'améliorer le régime alimentaire et se traduit par un accroissement net des apports en énergie et en kilocalories³. En outre, les carences en micronutriments sont très courantes chez les enfants d'âge scolaire dans les pays en développement; ils sont donc plus

³ Kristjansson E.A., V. Robinson, M. Petticrew, B. MacDonald, J. Krasevec, L. Janzen, T. Greenhalgh, G. Wells J. MacGowan, A. Farmer, B.J. Shea, A. Mayhew, et P. Tugwell. (2007) School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged students. *Cochrane Database of Systematic Reviews*: 1

sujets aux infections, ce qui renforce l'absentéisme et compromet leurs capacités d'apprentissage et leurs facultés cognitives. L'amélioration de l'état micronutritionnel moyennant l'enrichissement des aliments ou l'administration de micronutriments en poudre - fer, vitamines B, vitamine A et iode notamment - contribue directement à l'amélioration des capacités d'apprentissage et des facultés cognitives^{3, 4, 5, 6, 7}. Des études récentes réalisées au Kenya⁸ et en Ouganda⁹ ont montré qu'aussi bien les repas pris à l'école que les rations à emporter se traduisent par une réduction de la prévalence de l'anémie.

16. C'est également chez l'enfant d'âge scolaire que les infestations vermineuses sont les plus virulentes¹⁰. Un quart à un tiers des enfants d'âge scolaire sont infestés par un ou plusieurs des helminthes les plus courants (ascarides, trichures ou ankylostomes). Les infestations les plus sévères sont également facteur de morbidité, de dénutrition et de carences en fer. Les anémies ferriprives sont un problème majeur chez les enfants d'âge scolaire, puisqu'elles touchent plus de la moitié d'entre eux à travers le monde. Les données recueillies montrent que le déparasitage s'accompagne d'un recul sensible de l'anémie^{11, 12}. De fait, le déparasitage est indispensable dans les situations de forte prévalence, afin de préserver un bon état nutritionnel et d'obtenir une meilleure absorption des aliments ainsi qu'une amélioration des facultés cognitives^{13, 14, 15, 16}.

⁴ Van Stuijvenberg, M. E. (2005) Using the School Feeding System as a Vehicle for Micronutrient Fortification: Experience from South Africa. *Food and Nutrition Bulletin*, 26: S213-S219.

⁵ Latham, M. C., D. M. Ash, D. Makola, S. R. Tatala, G. D. Ndossi et H. Mehansho. (2003). Efficacy Trials of a Micronutrient Dietary Supplement in Schoolchildren and Pregnant Women in Tanzania. *Food and Nutrition Bulletin*, 24: S120-S128

⁶ Solon F.S, J. N. Sarol A.B.I. Bernardo, H. Mehansho, L.E. Sanchez-Fermin, L.S. Wambangco et K.D. Juhlin. (2003) Effect of a multiple-micronutrient- fortified fruit powder beverage on the nutrition status, physical fitness, and cognitive performance of schoolchildren in the Philippines. *Food Nutrition Bulletin*, 24:S129-140.

⁷ Grillenberger, M. Charlotte G. Neumann, Suzanne P. Murphy, Nimrod O. Bwibo, Pieter van't Veer, Joseph G. A. J. Hautvast et Clive E. West (2003) Animal Source Foods to Improve Micronutrient Nutrition and Human Function in Developing Countries, *The Journal of Nutrition*

⁸ Andang'o, P. E. A., S. J. M. Osendarp, R. Ayah, C. E. West, D. L. Mwaniki, C. A. D. Wolf, R. Kraaijenhagen, F. J. Kok et H. Verhoef (2007) Efficacy of iron-fortified whole maize flour on iron status of schoolchildren in Kenya: a randomised controlled trial. *Lancet*, 369: 1799 1806.

⁹ Adelman, S., H. Alderman, D. O. Gilligan et J. Konde-Lule (2008a) The Impact of Alternative Food for Education Programs on Child Nutrition in Northern Uganda. Washington: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

¹⁰ Jukes, M. C. H., Drake L., J., Bundy, D. A. P. (2008). *School Health, Nutrition and Education for All: Leveling the Playing Field*. Wallingford: CABI Publishing.

¹¹ Brooker, S., P. J. Hotez, et D. A. P. Bundy. 2008. "Hookworm-Related Anaemia among Pregnant Women: A Systematic Review." *PLoS Neglected Tropical Diseases* 2 (9): e291.

¹² Gulani, A., C. Nagpal, C. Osmond, et H. P. S. Sachdev. 2007. "Effect of Administration of Intestinal Anthelmintic Drugs on Haemoglobin: Systematic Review of Randomised Controlled Trials." *British Medical Journal* 334 (7603): 1095.

¹³ Sonnino, R. (2007) Local School Meals in East Ayrshire, Scotland: A Case Study. Programme alimentaire mondial, Rome.

17. *Articulation avec la petite enfance.* L'alimentation scolaire des enfants de moins de 6 ans peut contribuer à leur donner un meilleur départ sur le plan de la santé et à leur ouvrir la voie d'un avenir prometteur. Les enfants de moins de 6 ans représentent plus de 50 pour cent de l'écart de mortalité entre les quintiles les plus pauvres et les plus riches de la population mondiale; ils supportent également 30 pour cent de la charge totale de morbidité des pays pauvres. Une santé et une nutrition déficientes représentent pour ces enfants un handicap supplémentaire en matière d'éducation. Il convient de considérer que l'alimentation scolaire fait partie d'un tout et constitue l'une des nombreuses interventions envisageables afin de contribuer à la nutrition des enfants d'âge préscolaire et scolaire. L'alimentation scolaire pallie directement les conséquences de la malnutrition pendant la grossesse et chez les nourrissons et les jeunes enfants, autrement dit pendant les années les plus décisives s'agissant des effets immédiats et durables sur les capacités cognitives¹⁰. Certes, elle ne peut se substituer, par exemple, aux interventions nutritionnelles menées entre 6 mois et 2 ans dans le cadre de la santé maternelle et infantile (SMI), ou aux interventions sous forme d'alimentation supplémentaire ou thérapeutique. Toutefois, la scolarisation et les soins de santé en classe de maternelle peuvent contrecarrer les déficiences résultant de la petite enfance (EFA 2009). L'alimentation scolaire dans les écoles maternelles (entre 3 et 5 ans) peut être considérée comme un outil de prévention susceptible de pallier l'absence d'interventions entre la toute petite enfance et l'âge de la scolarisation primaire (entre 6 et 11 ans) dans les pays où les écoles maternelles font partie du paysage éducatif. Lorsque l'on fait appel à l'alimentation scolaire pour atteindre les enfants entre 3 et 5 ans, il faut veiller à ce que les repas fournis à l'école soient aussi nutritifs que possible afin de contribuer à une croissance équilibrée associant prise de poids et augmentation de la taille.

Alimentation scolaire et éducation

18. Les enfants instruits ont plus de chances de parvenir à se nourrir et à nourrir leur famille une fois adultes. L'alimentation scolaire a longtemps servi d'incitation pour que les parents inscrivent leurs enfants à l'école^{17, 18, 19, 20, 21} et veillent à ce qu'ils la fréquentent assidument^{3, 22, 23, 24}.

¹⁴ Grigorenko, E. L., R. J. Sternberg, M. Jukes, K. Alcock, J. Lambo, D. Ngorosho, C. Nokes et D. A. Bundy (2006) Effects of antiparasitic treatment on dynamically and statically tested cognitive skills over time. *Journal of Applied Developmental Psychology*, 27: 499-526.

¹⁵ Nokes, C., S. M. Grantham McGregor, A. W. Sawyer, E. S. Cooper, B. A. Robinson et D. A. Bundy (1992) Moderate to heavy infections of *Trichuris trichiura* affect cognitive function in Jamaican school children, *Parasitology*, 104: 539-547.

¹⁶ Bundy, D. (2005) School-Based Health and Nutrition Programs. *Food and Nutrition Bulletin*, 26: S186-S192.

¹⁷ Edström, J., H. Lucas, R. Sabates-Wheeler et B. Simwaka (2008). A Study of the Outcomes of Take-home Ration Food Rations for Orphans and Vulnerable Children in Malawi. Research Report. Nairobi: UNICEF ESARO.

¹⁸ Gelli, A., U. Meir et F. Espejo (2007). Does Provision of Food in School Increase Girls'

L'importance du transfert de valeur et les caractéristiques du marché du travail des enfants influencent l'impact de l'alimentation scolaire sur l'accès à l'école (inscription, assiduité et poursuite des études), surtout dans les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire.

19. Les repas pris à l'école et les rations à emporter sont un moyen efficace de cibler des groupes de population. Les deux méthodes se sont avérées particulièrement utiles pour encourager la scolarisation des filles là où l'accès à l'éducation est limité¹⁷.
20. Les aliments consommés à l'école peuvent soulager momentanément la faim immédiate, ce qui favorise beaucoup l'apprentissage. Les enfants qui n'ont pas faim sont plus attentifs et ont des capacités cognitives supérieures^{25, 26}. La ration doit être servie dès que possible dans la journée pour que les enfants en tirent le bénéfice maximal lorsqu'ils sont à l'école. Il est donc essentiel de choisir un horaire judicieux pour les repas ou les collations afin que les enfants n'aient pas faim et en retirent des avantages sur le plan cognitif.
21. Une atténuation à court terme de la faim des enfants à l'école peut contribuer à améliorer leurs résultats scolaires et faciliter le passage normal de classe en classe, jusqu'à l'achèvement de la scolarité de base^{9, 27}.

Alimentation scolaire et problématique hommes-femmes

22. Il est démontré que l'alimentation scolaire est un facteur qui favorise l'éducation. Or les filles qui ont reçu une instruction ont généralement moins d'enfants, ceux-ci sont en meilleure santé, et leur famille bénéficie de la sécurité alimentaire²⁸. L'alimentation scolaire réduit les inégalités entre

Enrollment? Evidence from Schools in Sub-Saharan Africa. *Food and Nutrition Bulletin*, 28: 149-155

¹⁹ Ahmed, A. U. (2002) "Food for Education Program in Bangladesh: An Evaluation of Its impact on Educational Attainment and Food Security." Food Consumption and Nutrition Division, IFPRI, Washington.

²⁰ Grosh, M., C. del Ninno, E. Tesliuc et A. Ouerghi (2008a) For Protection & Promotion: The Design and Implementation of Effective Safety Nets. Washington: Banque mondiale.

²¹ Lazamaniah, A. K.V. Rameshwar Sarma, D. Hanumantha Rao, Ch. Gal Reddy, M. Ravindranath, M. Vishnuvardhan Rao et K. Vijayaraghavan. (1999) Impact of Mid Day Meal Program in Educational and Nutritional Status of School Children. *Indian Pediatrics*, 36: 1221-1228.

²² Cueto, S., M. Chinen, I. Montes, F. Andrade, et M. Staeheli. (2000) Educational Impact of a School Breakfast Program in Rural Peru. New Orleans: The American Educational Research Association.

²³ Simeon, D. T. et S. M. Grantham McGregor (1989) Effects of Missing Breakfast on the Cognitive Functions of School Children with Differing Nutritional Status. *American Journal of Clinical Nutrition*, 49: 646-653.

²⁴ Jacoby E, S. Cueto et E. Pollitt. (1996) Benefits of a school breakfast programme among Andean children in Huaraz, Peru. *Bulletin of Nutrition Food*, 17:54-64.

²⁵ Kristjansson E.A., V. Robinson, M. Petticrew, B. MacDonald, J. Krasevec, L. Janzen, T. Greenhalgh, G. Wells J. MacGowan, A. Farmer, B.J. Shea, A. Mayhew, et P. Tugwell. (2007) School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged students. *Cochrane Database of Systematic Reviews*: 1.

²⁶ Simeon, D. T. (1998) School Feeding in Jamaica. *American Journal of Clinical Nutrition*, 50: 760s-794s.

²⁷ Adelman, S., D. O. Gilligan et K. Lehrer (2008b) How Effective Are Food For Education Programs? A Critical Assessment of the Evidence From Developing Countries. Washington: IFPRI, 9.

²⁸ Banque mondiale (2007) "Girls' Education in the 21st Century", Washington.

les sexes à l'école et contribue à l'émancipation des femmes. Elle améliore également leur protection par rapport au VIH/sida et leur accès à l'emploi. Une étude menée en Ouganda a montré que, pour les filles, chaque année d'études supplémentaire réduit le risque de contamination par le VIH/sida de 6,7 pour cent²⁹. Ces changements dans la vie des filles se répercuteront nécessairement sur la vie de leur progéniture. Les taux de mortalité maternelle et infantile ne peuvent que diminuer et les filles plus instruites feront des choix en meilleure connaissance de cause. Selon les estimations de la Banque mondiale, pour les filles, une seule année de scolarisation supplémentaire se traduit par une baisse de 10 pour cent du taux de fécondité³⁰; chaque année d'allongement de la scolarisation de 1 000 filles permettrait de prévenir le décès de 60 nourrissons²⁸.

23. En Inde, il ressort de l'évaluation du Programme national de distribution de repas en milieu de journée que les filles qui en bénéficient ont 30 pour cent de chance en plus d'achever le cycle primaire³¹. Au Pakistan, dans le cadre d'un programme qui fournit chaque mois une ration d'huile à emporter aux filles à condition qu'elles soient scolarisées, la façon de penser et d'agir des parents a changé. Avant le démarrage du programme, 48 pour cent des ménages n'envoyaient aucune de leurs filles à l'école, tandis qu'après, tous les ménages en scolarisaient au moins une. Entre 1998/99 et 2003/04, le taux de scolarisation des filles a augmenté de 135 pour cent dans les écoles qui étaient intégrées dans le programme, contre 29 pour cent dans les autres écoles³².
24. Si les repas scolaires sont associés à des rations à emporter, les effets sur les filles sont encore plus forts. Les rations à emporter incitent les filles à s'inscrire à l'école et à y rester et favorisent leur progression de classe en classe, ce qui permet de combler l'écart entre les sexes à l'école. Il ressort d'une importante étude du PAM que les programmes qui associent les repas sur place et les rations à emporter entraînent une augmentation des taux de scolarisation des filles dans les classes supérieures³³. Parallèlement, au Bangladesh, les écoles qui ont mis en œuvre le programme de rations à emporter ont vu le taux d'inscription des filles grimper de 44 pour cent et celui des garçons de 28 pour cent; dans la même période, les inscriptions ont à peine augmenté de 2,5 pour cent dans les autres écoles^{18, 20}.

²⁹ De Walque, Damien, How does the impact of an HIV/AIDS information campaign vary with educational attainment ? Evidence from rural Uganda, Banque mondiale 2004.

³⁰ Summers, Lawrence H., (1992) Educating All the Children, Policy Research Working Papers Series, Banque mondiale, Washington.

³¹ Drèze, J. et Kingdon, G. G. (2001) School participation in rural India. Review of Development Economics, 5: 1-24.

³² Programme alimentaire mondial (2005a) Impact Assessment Study: Assistance to Girls Primary Education in Pakistan. Rome.

³³ Gelli, A., U. Meir et F. Espejo. (2006). Supporting Girls' Education. Rome, Programme alimentaire mondial.

L'alimentation scolaire en tant que transfert de valeur

25. Durant les périodes de crise et d'érosion du pouvoir d'achat, les familles se tournent souvent vers des mécanismes de survie dangereux, dont le retrait des enfants de l'école pour économiser sur les frais de scolarité et d'autres dépenses associées³⁴. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à inciter les ménages à continuer d'investir dans l'éducation en prenant en charge une partie des frais et en encourageant les parents à inscrire leurs enfants à l'école, à veiller à leur assiduité et à leur faire achever un cycle complet. Les enfants sont ainsi moins exposés au risque de travailler (dans un cadre formel ou informel) et leur intégration sociale est plus facile³⁵.
26. Il est reconnu que l'alimentation scolaire constitue un filet de protection sociale qui apporte un transfert de valeur non négligeable; selon les estimations, les repas fournis à l'école représentent à eux seuls 11 pour cent des revenus des ménages³⁶ – pour les ménages dont les enfants sont scolarisés et, potentiellement, pour ceux qui ont des enfants d'âge scolaire. Ce transfert de valeur libère des ressources au sein des ménages, ce qui leur permet d'acheter des aliments et d'investir dans des actifs productifs; cela se traduit en fin de compte par une amélioration des moyens de subsistance, de la nutrition et de l'éducation.

Définition du filet de protection sociale

Les filets de protection sociale sont un sous-ensemble de systèmes de protection sociale plus larges. Ils incluent généralement des transferts en espèces ou en nature, avec ou sans conditions, et sans cotisation (par exemple, transferts en espèces sous conditions, alimentation scolaire, vivres contre travail, espèces contre travail et bons d'alimentation), ainsi que d'autres interventions visant à améliorer l'accès à la nourriture et aux produits de base, comme des subventions aux prix. Selon les objectifs d'un programme et ses caractéristiques, les filets de protection sociale peuvent avoir des effets directs très variés, par exemple, améliorer la nutrition ou l'éducation ou transférer des revenus vers des ménages ciblés.

Source: PAM (2004a). Le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire.

27. Le transfert de valeur équivaut à la valeur des aliments distribués à l'enfant à l'école, à la valeur des rations à emporter, ou à la valeur des deux. Le système atténue également la faim à court terme, tout en allant dans le sens d'objectifs à long terme relatifs au niveau d'études et à l'amélioration de la nutrition et la santé. La fourniture de vivres incite les ménages à envoyer et maintenir leurs enfants à l'école.

³⁴ Banque mondiale (2009) Averting a Human Crisis During The Global Downturn. Conference Edition. Washington.

³⁵ Paruzzolo, S. (2009) The Impact of Programs Relating to Child Labour Prevention and Children's Protection, UCW- Understanding Children's Work, OIT, UNICEF, Banque mondiale.

³⁶ Grosh, M., C. del Ninno, E. Tesliuc et A. Ouerghi (2008a) For Protection & Promotion: The Design and Implementation of Effective Safety Nets. Washington: Banque mondiale.

28. Les transferts de valeur liés à l'alimentation scolaire peuvent induire une augmentation des taux d'inscription et d'assiduité, même dans les périodes où les familles exposés à l'insécurité alimentaire et dont le pouvoir d'achat est faible risqueraient de recourir à des stratégies de survie dangereuses, dont le retrait des enfants de l'école.
29. Les rations à emporter constituent l'outil idéal pour renforcer les avantages qu'offre le filet de protection sociale de l'alimentation scolaire: la valeur et l'impact du transfert ne se limitent plus aux avantages que l'enfant tire d'un repas de cantine. Avec les rations à emporter, il est plus facile de cibler des groupes spécifiques qui sont susceptibles d'être plus démunis, tels que les filles, les orphelins et autres enfants vulnérables d'âge scolaire, voire d'autres membres d'une famille.

L'alimentation scolaire en tant que plate-forme offrant des avantages socioéconomiques plus étendus

30. L'alimentation scolaire atteint son efficacité maximale lorsqu'elle s'inscrit dans un ensemble plus vaste d'interventions sanitaires et nutritionnelles; elle peut alors servir de plate-forme permettant de fédérer ces interventions afin de multiplier les effets directs sur le développement, notamment:
 - **La stimulation de l'économie locale grâce aux achats locaux:** L'achat de denrées produites et préparées localement, mieux acceptées par les enfants, qui produisent des effets directs en matière de nutrition et d'apprentissage est un facteur décisif pour la diffusion des avantages à la population locale, au-delà de l'enceinte de l'école³⁷. Lorsque les denrées sont achetées et transformées sur place, les filières qui se créent sont susceptibles de doper le développement économique de la région, par exemple sous forme d'une hausse des revenus des agriculteurs. Il a été démontré que les dispositifs d'achat local mis en œuvre par les pays à revenu intermédiaire et à haut revenu ont un effet favorable sur l'économie locale¹³. Dans certains pays, il est établi que les achats locaux effectués dans le cadre de programmes de revitalisation économique ou après une catastrophe se sont traduits par une progression des ventes des paysans locaux³⁷. Il ressort d'une modélisation effectuée au Kenya que le revenu annuel des petits exploitants augmenterait de 50 dollars si le maïs était acheté sur place dans le cadre du programme d'alimentation scolaire³⁸. La conclusion générale est la suivante: si l'alimentation scolaire faisait appel à

³⁷ Bundy, D., C. Burbano, M. Grosh, A. Gelli, M. Jukes et L. Drake. (2009). "Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector". Directions in Development, Banque mondiale, Washington.

³⁸ Brinkman, H. J., N. Aberman, M. Baissas, D. Calef, C. Gingerich, L. Subran, A. Gelli, M. Sharma et A. Stoppa (2007) Home-grown school feeding to support local farmers in Africa. Document présenté au Programme alimentaire mondial.

l'approvisionnement local, cela stimulerait la croissance de l'agriculture³⁹.

- **De nouvelles opportunités de développement:** Les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de plate-forme aux gouvernements et aux partenaires pour introduire à l'école des interventions portant sur les infrastructures de base (eau salubre et assainissement), la nutrition, la santé et l'hygiène, ainsi que les technologies et pratiques respectueuses de l'environnement (fourneaux économes en combustible, parcelles boisées et potagers éducatifs).
- **L'alimentation scolaire, un investissement judicieux:** Dans le cadre d'une analyse coûts/avantages qu'ils ont effectuée conjointement au Kenya et au Laos en 2009, le Boston Consulting Group et le PAM ont comparé les coûts correspondant à la conception, la mise en place et l'exécution des interventions d'alimentation scolaire et les avantages qui découlent des trois principaux effets directs de ces interventions: hausse du niveau d'éducation, amélioration de la nutrition et de la santé et transfert de valeur en faveur des bénéficiaires.

31. Il ressort de cette étude que l'alimentation scolaire se traduit par des progrès sur le plan de la scolarisation, de l'assiduité et des facultés cognitives, un recul des abandons scolaires et de la morbidité et une meilleure sensibilisation aux maladies. Tous ces facteurs entraînent une hausse des salaires perçus et un allongement de la durée de la vie active, soit, au total, une progression du montant des revenus perçus au cours de la vie. Les repas pris à l'école et les rations à emporter se traduisent par des économies pour les ménages, ce qui peut aboutir à un meilleur rendement des investissements. Cette analyse a également mis en lumière les effets de renforcement mutuel et de multiplication des différents avantages directs qui font de l'alimentation scolaire une intervention irremplaçable. L'étude aboutit à deux conclusions: les investissements en faveur de l'alimentation scolaire engendrent une valeur économique importante et la conjugaison des différents effets directs de l'alimentation scolaire en fait un filet de protection sociale privilégié qui offre des avantages à court, moyen et long terme.

LE PAM ET L'ALIMENTATION SCOLAIRE

32. Depuis plus de 45 ans, le PAM met en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans des contextes très variés, qu'il s'agisse de l'apparition d'une situation d'urgence, d'une intervention prolongée de secours, d'une situation de lendemain de crise ou encore d'un environnement stable.

³⁹ Devereux, S., R. Sabates-Wheeler, B. Guenther, A. Dorward, C. Poulton et R. Al-Hassan (2008). Linking Social Protection and Support to Small Farmer Development. FAO.

33. La forte implantation du PAM sur le terrain, alliée à ses capacités reconnues en matière de politique, d'élaboration et de gestion des programmes, de logistique et d'approvisionnement, ont fait du Programme le plus grand coordonnateur international de programmes d'alimentation scolaire au monde. Le Programme a noué de bonnes relations avec de multiples acteurs, il a obtenu l'engagement des gouvernements en faveur de l'alimentation scolaire, et il dispose d'un réseau solide de partenaires coopérants.

L'ambition du PAM

34. Le PAM a pour ambition de réduire la faim chez les écoliers, afin qu'elle ne fasse pas obstacle à leur développement.

Le rôle du PAM

35. En matière d'alimentation scolaire, le rôle du PAM dans un pays donné dépend du degré d'avancement du programme d'alimentation scolaire de ce pays (voir l'annexe II pour connaître l'enchaînement des différentes étapes). Le PAM assure:
- *Sensibilisation et conseil*: le PAM milite en faveur des programmes d'alimentation scolaire auprès des pouvoirs publics, des donateurs et d'autres parties prenantes et il présente l'alimentation scolaire aux gouvernements comme un moyen efficace de lutte contre la faim capable de contribuer à répondre à leurs priorités en réduisant la faim et la pauvreté et en améliorant l'éducation, la nutrition et la santé.
 - *Appui à la coordination*: le PAM aide les gouvernements à coordonner les stratégies nationales d'alimentation scolaire en fédérant les parties prenantes autour d'une approche nationale efficace, afin que les programmes d'alimentation scolaire contribuent à réduire la faim et la pauvreté et conduisent à une amélioration de la nutrition et la santé des écoliers.
 - *Développement des capacités et appui technique pour assurer la viabilité*: le PAM fournit un appui technique multisectoriel pour renforcer les capacités des gouvernements de mettre en place des programmes d'alimentation scolaire conformes aux principes de conception et de mise en œuvre convenus afin de favoriser la viabilité, la maîtrise des coûts et l'évolutivité.
 - *Appui à la mise en œuvre*: le PAM facilite la mise en œuvre nationale des programmes d'alimentation scolaire.
 - *Financement et mobilisation de ressources*: le PAM mobilise des ressources et contribue au financement des programmes d'alimentation scolaire nationaux.

- *Partenariats*: le PAM entend coopérer avec les gouvernements et les partenaires pour que les programmes d'alimentation scolaire puissent être élargis, à l'échelon national, aux zones les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire.
- *Base de connaissances*: le PAM entend travailler avec ses partenaires pour proposer aux gouvernements nationaux et à la communauté internationale une base de connaissances mondiale sur les meilleures pratiques et la recherche propre à favoriser l'échange d'informations et d'enseignements.
- *Gestion axée sur les résultats*: le PAM assure le suivi et l'évaluation des résultats qui sont attendus des activités planifiées et exploite les informations obtenues pour faciliter la prise de décisions, tirer les enseignements de l'expérience et s'acquitter de ses obligations redditionnelles.

LES METHODES DE CIBLAGE DU PAM

36. L'alimentation scolaire est une activité qui permet d'atteindre les enfants démunis dans les écoles. Les enfants qui ne vont pas à l'école n'en bénéficient pas, mais les repas scolaires servent à les inciter à s'y rendre.
37. Le PAM appuie la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire attribuée en fonction des besoins, dans les pays les plus pauvres, et il cible les plus vulnérables en s'appuyant sur les indicateurs relatifs à l'insécurité alimentaire, la pauvreté, le faible niveau d'instruction et la nutrition et en fonction des problèmes en rapport avec la situation des femmes et des filles.
38. L'alimentation scolaire est un outil de protection sociale particulièrement efficace lorsque tout est fait pour que les interventions ciblent les plus pauvres. Pour sélectionner les écoles qui permettront d'atteindre les enfants vulnérables qui souffrent de la faim, le point de départ est le ciblage géographique. Le rôle potentiel de l'alimentation scolaire est défini à partir d'une analyse de la sécurité alimentaire et de la pauvreté et d'une évaluation approfondie des problèmes en matière de faim, d'éducation, de nutrition et de santé.
39. Le ciblage géographique infranational identifie les zones caractérisées par un niveau élevé d'insécurité alimentaire et de malnutrition et par des problèmes d'éducation (nombre élevé d'enfants non scolarisés, importance des écarts de taux de scolarisation liés au sexe et au niveau social, faible taux de persévérance scolaire chez les filles, etc.).

40. Durant la phase de conception des programmes, il faut parfois s'appuyer sur d'autres critères relatifs à l'insécurité alimentaire, à la dénutrition, aux caractéristiques sociales et à l'éducation pour déterminer les zones infranationales où l'alimentation scolaire est particulièrement nécessaire, ou pour cibler des groupes vulnérables spécifiques, les orphelins du sida ou les enfants qui travaillent.
41. Lorsque le ciblage s'applique à des zones urbaines, il devient difficile de distinguer les écoles exposées à l'insécurité alimentaire dans un environnement densément peuplé tout en décourageant la migration entre les écoles et en assurant la sécurité du stockage. L'alimentation scolaire constitue néanmoins un filet de protection sociale adapté au milieu urbain et apporte des avantages nets sur le plan de l'éducation et de la nutrition. Le PAM élabore actuellement des directives de ciblage visant à atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables dans les zones urbaines.
42. En principe, il convient de cibler toutes les écoles situées dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire, afin d'éviter que les enfants ne changent d'établissement. Il faudrait en outre inclure tous les enfants d'une école pour prévenir la stigmatisation, mais aussi pour des raisons pratiques; le PAM cible donc les zones les plus démunies plutôt que des personnes données.

DANS QUELS CONTEXTES L'ALIMENTATION SCOLAIRE EST-ELLE PRECONISEE?

43. L'alimentation scolaire peut être mise en œuvre dès l'amorce d'une situation de crise ou d'urgence; après un conflit ou une catastrophe et dans les périodes de transition; et dans des situations stables. Dans une certaine mesure, les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de filet de protection sociale dans tous les contextes, en améliorant l'éducation et la nutrition et en assurant un transfert de valeur. La conception des programmes sera adaptée au contexte, notamment en ce qui concerne les effets directs et les produits attendus. Les huit normes de qualité décrites à l'annexe I sont applicables aux programmes d'alimentation scolaire dans tous les contextes et doivent être considérées comme des objectifs de référence vers lesquels il faut tendre.

L'alimentation scolaire, filet de protection sociale en situation d'urgence comme en situation de crise prolongée

44. En cas de crise complexe, il faut parfois créer de toute pièce ou redéfinir des interventions telles que l'alimentation scolaire, qui mettent en place une protection sociale et des filets de protection sociale, pour répondre temporairement aux nouveaux besoins en matière d'alimentation. Il peut par exemple être nécessaire de fournir des rations à emporter ou des repas à l'école tant que la vulnérabilité persiste, indépendamment du calendrier scolaire.

45. Pendant les situations d'urgence, l'alimentation scolaire permet d'étendre le filet de protection sociale aux enfants et aux familles les plus durement touchés par les chocs. Elle incite les enfants à commencer ou continuer d'aller à l'école en offrant un transfert correspondant à la valeur des aliments à la condition que les enfants fréquentent régulièrement l'école. Selon le Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE), l'appui apporté à l'éducation en période de crise aiguë peut donner un sentiment de structuration et de normalité et protège des dangers, des enlèvements et de l'enrôlement dans des bandes armées. Elle permet de renforcer le capital social et la cohésion sociale.
46. Dans les situations d'urgence, le PAM s'appuie sur les modules d'éducation, lorsque ceux-ci sont mis en place, et il coordonne son action avec celle de ses partenaires – l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et des ONG – afin de contribuer à répondre aux besoins des enfants en cas d'urgence, une fois ces besoins évalués.

L'alimentation scolaire, filet de protection sociale destiné à apporter une aide et à éviter les mécanismes de survie dangereux

47. L'alimentation scolaire peut aider les communautés à conforter leur sécurité alimentaire et nutritionnelle de base. Pour les ménages vulnérables, les décisions portant aussi bien sur l'insécurité alimentaire que sur la scolarisation sont très complexes. Par conséquent, la conception d'interventions visant à fournir un filet de protection sociale afin de pallier les fluctuations saisonnières et leurs effets sur l'accès à l'éducation appelle une approche nuancée. Ainsi, les programmes d'alimentation scolaire sont un instrument de lutte contre la faim efficace pour faire face aux variations saisonnières, par exemple en fournissant des rations à emporter à condition que les filles continuent d'aller à l'école durant les périodes de soudure ou de récolte.

L'alimentation scolaire, filet de protection sociale après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition

48. Durant les phases de redressement, les programmes d'alimentation scolaire peuvent fournir un filet de protection sociale à travers la remise sur pied du système éducatif, par exemple en lançant des campagnes de "retour à l'école" après les conflits, qui atteignent les enfants déplacés et facilitent le retour des enfants soldats à la vie civile; ils peuvent également encourager le retour des personnes déplacées et des réfugiés: l'existence d'une cantine signifie que des services de base fonctionnent de nouveau et qu'ils peuvent rentrer sans danger. L'alimentation scolaire contribue aussi à favoriser le retour à la normale pour les enfants et à consolider la cohésion sociale et

l'intégration à un groupe de camarades après les périodes de bouleversement.

L'alimentation scolaire, filet de protection sociale dans les situations de faim chronique

49. Dans des situations plus stables, les programmes d'alimentation scolaire doivent devenir un filet de protection sociale de plus en plus complet dans le cadre des stratégies et des programmes gouvernementaux visant à atténuer la faim et la pauvreté. Lorsqu'ils sont intégrés dans le cadre institutionnel national, ces programmes contribuent beaucoup plus efficacement à résoudre les problèmes de nutrition, de santé et d'éducation des enfants.

À QUI S'ADRESSENT LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM?

50. Dans les zones géographiques ciblées, les programmes d'alimentation scolaire s'adressent aux catégories de bénéficiaires suivantes:
- *Les enfants inscrits dans des externats primaires:* les programmes qui bénéficient de l'aide du PAM sont principalement mis en oeuvre dans des externats primaires officiels financés par les gouvernements.
 - *Les enfants inscrits dans des établissements préscolaires:* les enfants peuvent être pris en charge dans des centres d'éveil, des crèches, des jardins d'enfants et d'autres structures qui répondent à des normes de qualité minimales et assurent des activités éducatives dans le cadre du système éducatif public.
 - *Les enfants inscrits dans des externats secondaires:* les élèves du secondaire peuvent bénéficier d'une aide, lorsque leur établissement prend en charge des populations vulnérables dont il ne fait aucun doute qu'elles sont confrontées à de sérieuses difficultés en matière d'accès à l'éducation ou de capacités d'apprentissage. Des rations à emporter peuvent par exemple être distribuées aux filles, pour les encourager à suivre le premier cycle de l'enseignement secondaire.
 - *Les enfants fréquentant un internat du primaire ou du secondaire:* les programmes d'alimentation scolaire sont réservés aux établissements qui offrent à une population vulnérable clairement identifiée le seul accès possible à l'éducation.
 - *Les enfants qui participent à des programmes d'apprentissage dans un cadre informel:* les enfants d'âge scolaire que le système éducatif formel n'atteint pas (comme les enfants des rues ou les anciens enfants soldats) peuvent bénéficier de l'alimentation scolaire, si les programmes en question correspondent à l'éducation élémentaire formelle.

- *Les cuisiniers et les enseignants:* pour des raisons pratiques, les cuisiniers et les enseignants peuvent consommer un repas à l'école. Pour cela, il faut que le PAM et le gouvernement concluent un accord au niveau du pays. Quant à fournir des rations à emporter aux enseignants à titre incitatif, le dispositif est très rare et doit faire partie d'une stratégie convenue avec le gouvernement et les donateurs concernés, assortie d'une durée précise. Les rations ne doivent être fournies qu'en dernier recours, lorsqu'elles constituent la seule forme de paiement possible.

LA VIABILITE GRACE AU DEVELOPPEMENT DES CAPACITES

Développement des capacités gouvernementales et transition vers la prise en charge des programmes par les gouvernements

51. Tout programme d'alimentation scolaire bien conçu est un programme viable. Au cours des 45 dernières années, le PAM a remis des programmes d'alimentation scolaire entre les mains des pouvoirs publics dans 42 pays, dont 31 proposent toujours ce type de programme à plus ou moins grande échelle. Deux de ces pays gèrent les plus grands programmes d'alimentation scolaire au monde: l'Inde et le Brésil. Plus récemment, El Salvador, l'Équateur et le Pérou sont passés d'un financement extérieur à une prise en charge nationale.
52. Il est peu probable que les pays les plus pauvres disposent à court terme de ressources suffisantes pour financer en totalité les programmes d'alimentation scolaire; néanmoins, s'ils bénéficient d'un appui et de conseils adéquats, ils devraient pouvoir avec le temps aspirer à atteindre cet objectif. D'après une recherche récente de la Banque mondiale et du PAM, l'alimentation scolaire devient proportionnellement moins coûteuse et plus accessible à mesure que le pays se développe³⁷.
53. Parvenir à la viabilité prend du temps et les programmes d'alimentation scolaire doivent franchir de nombreuses étapes (annexe II). Le PAM fera en sorte que ses programmes intègrent l'ensemble des facteurs de viabilité (annexe I).
54. Le PAM veillera à ce que tous les programmes comportent une stratégie de transition qui décrive clairement comment le Programme et le gouvernement vont travailler à réunir les conditions propices à un programme d'alimentation scolaire viable. Cette stratégie reposera sur une évaluation approfondie et elle tiendra compte des ressources techniques et financières des pays et des perspectives de voir ces capacités augmenter. Elle prévoira des objectifs clairs et réalistes, des cibles, des étapes et un calendrier définissant les actions à entreprendre et la répartition des responsabilités en vue de la prise en charge du programme par le gouvernement.

55. Lorsqu'un gouvernement aura sollicité l'aide du PAM, ce dernier poursuivra les activités d'alimentation scolaire jusqu'à ce que le gouvernement dispose des capacités techniques et financières lui permettant de gérer et de mettre en œuvre son propre programme.
56. Il est essentiel d'amorcer au plus tôt le renforcement des capacités et le processus de transition, même si le PAM peut en pratique maintenir son appui à la mise en œuvre pendant des années, en coordination et en parallèle avec des programmes appuyés par des ONG et les gouvernements, jusqu'à ce que les capacités des instances nationales en matière de financement et de mise en œuvre aient suffisamment progressé pour que le transfert des responsabilités puisse avoir lieu. Le PAM coopérera avec le gouvernement en vue d'harmoniser tous les programmes d'alimentation scolaire lancés dans le pays.
57. La poursuite de l'appui technique multisectoriel et du renforcement des capacités tout au long du projet, mais aussi durant la phase de retrait et au-delà, est décisive pour assurer un transfert adéquat des compétences ainsi que la pérennité des avantages longterm après la cessation de l'aide extérieure (annexe V). La formation des responsables locaux et gouvernementaux renforce différentes catégories de capacités, à tous les niveaux, en vue d'une gestion rationnelle des programmes d'alimentation scolaire. Le PAM cherche à collaborer avec les gouvernements pour renforcer les capacités.
58. L'achat local des produits destinés à l'alimentation scolaire est un outil important pour assurer la viabilité et le transfert des responsabilités. Le fait d'associer les programmes d'alimentation scolaire à la production locale, y compris les capacités locales de meunerie et d'enrichissement, a des effets positifs pour les enfants, les petits exploitants et l'économie locale. Le PAM entend créer des synergies entre les programmes d'alimentation scolaire et d'autres programmes à caractère social ou agricole, pour apporter aux enfants l'éducation dont ils ont besoin tout en soutenant le développement agricole et économique.
59. À mesure que le PAM renforcera son appui aux programmes nationaux d'alimentation scolaire, passera de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire et élargira sa panoplie d'outils destinés à l'alimentation scolaire, il sera de plus en plus à même de favoriser les achats locaux et d'utiliser les moyens financiers pour aider les gouvernements à évaluer le potentiel des différents modèles d'alimentation scolaire. Il convient d'envisager différents modèles – centralisé, décentralisé ou externalisé – et de les adapter à chaque contexte. Le PAM aidera les gouvernements nationaux à étudier l'efficacité des modèles de mise en œuvre envisageables, qui sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Modèles d'alimentation scolaire	Description
Centralisé	Les aliments sont importés ou font l'objet d'achats centralisés avant d'être distribués dans les écoles; les programmes d'alimentation scolaire traditionnels suivent ce modèle.
Décentralisé	Le gouvernement transfère des fonds aux autorités locales qui passent des marchés avec des fournisseurs pour les aliments qui serviront à préparer les repas scolaires.
Axé sur les écoles	Le gouvernement ou d'autres acteurs fournissent aux écoles des fonds ou des bons d'alimentation pour qu'elles puissent acheter des aliments sur les marchés ou en s'adressant à des agriculteurs ou des coopératives.
Axé sur les communautés	Les communautés qui en ont les moyens fournissent les aliments à l'école, envoient les enfants avec un panier repas ou payent les écoles pour qu'elles assurent les repas.
Panaché	Des modèles panachés permettent de s'adapter aux différents contextes.

PARTENARIATS

60. Il est essentiel d'établir des partenariats avec toutes les parties prenantes pour assurer l'éducation ainsi que la santé et la nutrition des enfants à l'école. Le PAM a pleinement conscience que l'alimentation ne peut avoir un effet important sur la vie des enfants que si elle fait partie d'un ensemble d'interventions concernant l'éducation, la santé et la nutrition. Il est généralement admis que la distribution d'aliments doit s'accompagner d'interventions complémentaires afin de renforcer l'impact des programmes d'alimentation scolaire, et qu'elle doit être associée à la production locale dans toute la mesure possible afin d'assurer la viabilité. Le PAM a adopté les principes du projet " Concentrer les ressources pour promouvoir la santé à l'école" (FRESH) et l'Enveloppe d'interventions essentielles, qui recommande et renforce le regroupement des interventions de santé et de nutrition à l'école.
61. **Gouvernement:** le PAM collaborera avec les gouvernements nationaux et les aidera à intégrer des interventions d'alimentation scolaire de qualité dans un programme national de santé et de nutrition à l'école. Le PAM appuiera les mécanismes de coordination mis en place par les gouvernements pour agir avec le concours d'autres parties prenantes dans les domaines de l'éducation de base, de la santé et de la nutrition, afin d'intervenir dans le cadre d'une démarche globale. Le Programme aidera les gouvernements à se rapprocher du secteur privé et à envisager de faire appel à la coopération Sud-Sud pour augmenter les capacités de leur pays.

62. **Organismes et réseaux régionaux:** le PAM appuiera les organismes, les comités et les réseaux régionaux concernés par la santé et la nutrition et collaborera avec eux pour mobiliser les principaux intervenants et parties prenantes dans le cadre des opérations d'alimentation scolaire. Le Programme renforcera notamment son partenariat avec le NEPAD pour associer l'alimentation scolaire à la production locale.
63. **Banque mondiale:** le partenariat stratégique entre la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial s'est encore renforcé avec la publication, en juin 2009, d'un ouvrage intitulé *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector*. Le PAM entend collaborer avec la Banque mondiale dans le cadre d'une stratégie de recherche conjointe et en fournissant de concert un appui technique à l'alimentation scolaire dans les pays qui en ont le plus besoin. La Banque mondiale et le Programme chercheront également à unir leurs forces pour étendre les programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu qui subissent les répercussions sociales de la crise mondiale actuelle et sont demandeurs de ce type d'interventions.
64. **Nations Unies et ONG partenaires:** le PAM continuera de travailler avec l'UNICEF, le HCR, la FAO, l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres partenaires dans le domaine de l'alimentation scolaire, notamment les ONG World Vision International, Catholic Relief Services, le Conseil norvégien pour les réfugiés, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE International) et Joint Aid Management.
65. Le PAM est membre du **Comité permanent de la nutrition** et préside le Groupe de travail sur la nutrition des enfants d'âge scolaire, qui permet d'échanger les dernières informations, qu'il s'agisse de données factuelles, de programmes ou d'innovations.
66. Le PAM continue de participer activement à l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, au sein de laquelle les donateurs font en sorte que les pays qui ont une politique d'éducation satisfaisante et dont les plans d'éducation sont validés disposent d'un financement suffisant et prévisible.
67. Le PAM est un membre actif du module d'éducation dans les interventions humanitaires en situation d'urgence et fait partie de l'INEE, qui offre un cadre général permettant de nouer des partenariats.
68. Le PAM continuera d'intensifier son partenariat avec la Clinton Global Initiative, les organisations Deworm the World, Feed the Children, Global Child Nutrition Foundation, la Fondation Bill et Melinda Gates et le Partenariat pour le développement de l'enfant du Collège impérial de Londres; le Programme renforcera aussi sa collaboration avec des instituts de recherche et des établissements universitaires tels que l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

69. Le PAM resserrera ses liens avec le secteur privé pour ses activités d'alimentation scolaire. Le secteur privé offre un large potentiel de ressources propres à soutenir l'alimentation scolaire, surtout lorsqu'il faudra prendre la relève des donateurs étrangers; il peut également fournir un appui, des solutions et des conseils techniques. Le Programme continuera notamment de cultiver des partenariats fructueux avec les partenaires privés TNT, UNILEVER, Yum! Brands, DSM et BCG.
70. **Communautés:** dans la mesure du possible, les programmes prévoient une participation accrue des communautés, afin d'en faire des partenaires à part entière. Les partenariats avec des intervenants locaux tels que les communes, les groupes de femmes et les associations de jeunes jouent un rôle important pour convaincre les gouvernements d'assurer la viabilité des programmes d'alimentation scolaire. Il faudra prendre soin de ne pas alourdir à l'excès la tâche des communautés, surtout en situation de crise ou d'après-crise. Les comités de parents doivent être associés à la gestion des programmes du PAM, et celui-ci encourage particulièrement la pleine participation des femmes en leur sein (au moins 50 pour cent).

LES PRINCIPES DE CONCEPTION ET D'EXECUTION DU PAM EN MATIERE D'ALIMENTATION SCOLAIRE

71. Huit normes guideront l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire du PAM (voir l'annexe I): i) stratégie de pérennisation; ii) alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux; iii) financement et budgets stables; iv) programmes axés sur les besoins, économiquement rationnels, et bien conçus; v) organisation institutionnelle et opérationnelle fiable; vi) stratégie de production et d'approvisionnement local; vii) partenariats et coordination intersectorielle solides; et viii) participation et appropriation solides des communautés.
72. Tous les programmes d'alimentation scolaire appuyés par le PAM devront obligatoirement suivre un processus de conception, d'évaluation, de coordination et de consultation dont les étapes, qui sont décrites à l'annexe III, ne doivent pas nécessairement s'enchaîner.
73. Le PAM s'attachera à faire en sorte que les écoles reçoivent des aliments de qualité adaptée, en quantité suffisante et en temps voulu.
74. Le PAM aidera les gouvernements nationaux à collaborer avec divers acteurs s'agissant de l'Enveloppe d'interventions essentielles pour améliorer la santé et la nutrition des enfants d'âge scolaire. L'Enveloppe d'interventions essentielles comprend: i) l'éducation de base; ii) l'alimentation scolaire; iii) la promotion de l'éducation des filles; iv) l'eau potable et des latrines hygiéniques; v) l'éducation en matière de santé, de nutrition et d'hygiène; vi) le déparasitage systématique; vii) la supplémentation en micronutriments; viii) l'éducation en matière de

VIH/sida; ix) un appui psychosocial; x) la prévention du paludisme; xi) les potagers scolaires; et xii) des fourneaux améliorés et des parcelles boisées.

75. Le PAM veillera à ce que les repas scolaires soient nutritifs et à les enrichir si nécessaire; il fera également en sorte qu'ils soient servis au bon moment de la journée afin d'obtenir un impact maximum.
76. Le PAM s'assurera que l'alimentation scolaire soit associée à un programme de déparasitage dans les zones de forte prévalence des infestations parasitaires.
77. Le PAM n'apportera son concours aux interventions d'alimentation scolaire qu'à condition de disposer des éléments de base indispensables à la mise en oeuvre d'un programme d'alimentation scolaire, à savoir le matériel nécessaire à la cuisson et au stockage des aliments et la possibilité d'accéder à l'école afin de procéder aux livraisons d'aliments et d'assurer le suivi.
78. Le PAM veillera en priorité à ce qu'une eau salubre soit disponible pour la cuisson des repas scolaires. Il s'assurera également en priorité que les écoles disposent de fourneaux économes en combustible afin de réduire la quantité de bois de chauffe consommée pour préparer les repas scolaires et d'améliorer le bilan carbone. À la demande du gouvernement, et lorsqu'il n'est pas possible de faire appel à d'autres partenaires, le PAM apportera son concours aux activités complémentaires nécessaires dans le cadre de ses programmes et assurera une qualité technique satisfaisante.
79. Les programmes du PAM peuvent également comprendre un appui à la réalisation d'autres activités complémentaires lorsqu'un financement est disponible; il pourra par exemple s'agir de mettre ou remettre en place des installations de base pour cuisiner et entreposer les aliments, des infrastructures scolaires, des parcelles boisées, des barrières de sécurité, des activités génératrices de revenus ou encore des routes d'accès.
80. Le PAM finance des potagers scolaires principalement en raison de leur vocation éducative pour les enfants. Dans certains cas, ils peuvent compléter les repas scolaires, mais ils ne pourront suffire à les approvisionner lorsque le PAM se sera retiré.
81. Le PAM veillera à ce que l'assortiment alimentaire offre la meilleure qualité possible compte tenu des circonstances, des objectifs spécifiques du pays, des coutumes locales, des goûts alimentaires, des aliments locaux disponibles et des nouveaux produits nutritifs.
82. Le PAM veillera à ce que des systèmes de suivi adéquats soient en place et effectuera des visites de suivi régulières et fréquentes pour garantir une couverture représentative. L'ensemble des irrégularités et des problèmes seront signalés et feront l'objet d'une action immédiate et d'un suivi.

83. Les programmes d'alimentation scolaire du PAM respectent les objectifs de la Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes adoptée en 2009, eux-mêmes conformes à ceux de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, et ils s'appuient sur les Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes. En outre, ces programmes soutiennent l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes, qui constituent des outils efficaces pour lutter contre la faim et favoriser le développement durable. Dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, lorsque les taux de scolarisation et d'assiduité font apparaître un écart entre les sexes supérieur ou égal à 15 pour cent dans le primaire et 25 pour cent dans le secondaire au niveau d'un district ou d'un autre échelon infranational, pour inciter les filles (et les garçons orphelins) à fréquenter l'école, le PAM pourra, par exemple, fournir des rations à emporter.
84. Le PAM respecte les normes éducatives prévues pour les situations d'urgence, notamment les Normes minimales pour l'éducation en situation d'urgence, de crise chronique et de début de reconstruction élaborées par l'INEE, et il encourage ses partenaires à faire de même.
85. Dans certains pays, par exemple ceux qui ne font plus partie des pays les moins avancés et des pays à faible revenu et à déficit vivrier, le gouvernement a pris en charge l'alimentation scolaire et le PAM joue le rôle de prestataire de services dans le cadre de programmes gérés par le gouvernement. Le Programme pourra par exemple fournir un appui en matière de logistique, d'achats et de suivi, à condition que le gouvernement accepte le principe de recouvrement total des coûts, y compris l'ensemble des frais généraux du PAM.
86. En période de crise, les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de moyen de distribution, dans le cadre d'une réponse humanitaire plus large. Cette fonction n'est pas considérée comme faisant partie de l'alimentation scolaire, puisque la distribution n'est pas subordonnée à l'assiduité des enfants, mais elle demeure une solution utile pour appuyer les communautés en cas de crise.

SUIVI, EVALUATION ET MESURE DES RESULTATS

87. Pour comprendre comment les enfants, leur famille et leur communauté tirent avantage de l'alimentation scolaire et d'autres activités associées, il est fondamental de disposer d'informations sur les résultats des interventions. Lorsque le suivi et l'évaluation sont intégrés dans un cadre de résultats dès la phase de conception, il est possible de recueillir auprès des partenaires et des participants des informations qualitatives et quantitatives, à commencer par des données de référence.

88. Pour mesurer les résultats, il importe de définir clairement les objectifs et les cibles concrètes. Un ensemble d'indicateurs de résultats permet de contrôler les effets directs, les produits et les résultats de processus directement liés aux aliments ou à d'autres intrants. Un modèle logique qui expose les effets directs et l'incidence à long terme de l'alimentation scolaire est présenté à l'annexe IV. Sur cette base, un cadre de résultats plus détaillé pourra être élaboré concernant l'alimentation scolaire.
89. Les rapports normalisés sur les projets établis chaque année permettent d'obtenir des données relatives aux effets directs pour tous les programmes d'alimentation scolaire du PAM et servent de fondement pour évaluer le contexte éducatif dans lequel les activités sont mises en œuvre. Ces rapports font également ressortir les incidences positives que peuvent avoir les effets directs associés aux programmes d'alimentation scolaire du PAM sur le plan éducatif.
90. Le PAM reste résolu à recueillir des données de référence et de suivi pour les programmes d'alimentation scolaire au moyen de l'Enquête normalisée sur l'alimentation scolaire, précieux outil de mesure des effets directs. Dans les rapports normalisés sur les projets, le PAM fera état chaque année des principales informations sur les effets directs, en utilisant les données collectées dans le cadre du suivi-évaluation habituel des projets et de l'Enquête normalisée sur l'alimentation scolaire. Des études spéciales seront conduites dans un échantillon d'écoles afin d'obtenir d'autres résultats sur les effets directs.

Huit normes pour des programmes d'alimentation scolaire viables d'un coût raisonnable

Les normes exposées ci-dessous, dont l'application est un objectif vers lequel il faut tendre, forment le cadre auquel il convient de se référer pour la conception et la mise en œuvre de tous les programmes d'alimentation scolaire. Le tableau présenté aux pages 30 et 31 indique les cibles correspondant à chaque norme.

1. Une stratégie de pérennisation

Les programmes d'alimentation scolaire doivent intégrer dès le départ les facteurs de viabilité, qui correspondent à l'ensemble des normes présentées ci-dessous. Il est primordial d'élaborer une feuille de route globale qui rassemble tous les facteurs de viabilité; la stratégie de transfert des responsabilités sera convenue avec le gouvernement, le PAM ainsi que tous ceux qui jouent un rôle dans l'alimentation scolaire et précisera les étapes à franchir, le calendrier, les cibles et les critères qui permettront de mesurer la réalisation des objectifs.

2. Un cadre politique national

Selon le pays, le cadre politique national fait une plus ou moins large place à l'alimentation scolaire; or un programme qui s'appuie sur une politique a plus de chances d'être viable et de donner lieu à une mise en œuvre de qualité. Dans tous les pays qui mettent en œuvre leurs propres programmes, l'alimentation scolaire s'inscrit dans un cadre politique national. Dans de nombreux pays en développement, l'alimentation scolaire fait partie soit de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, souvent associée aux secteurs de l'éducation, de la nutrition ou de la protection sociale, soit à des politiques ou plans sectoriels. Pour planifier l'alimentation scolaire à l'échelle nationale, il est nécessaire que le gouvernement définisse au préalable quel rôle elle peut le plus utilement jouer dans son programme de développement. À mesure que les donateurs s'emploient à harmoniser leurs interventions, il importe que, si elle constitue une priorité, l'alimentation scolaire soit intégrée dans des plans sectoriels, qui constituent le socle d'un financement collectif, ou qu'elle soit prise en compte dans les approches sectorielles qui déterminent l'affectation des fonds accordés par les donateurs.

3. Un financement et des budgets stables

En règle générale, les gouvernements établissent leurs priorités et le budget qui servira à les financer selon un calendrier annuel, dans le cadre d'un processus de planification nationale. La place accordée à l'alimentation scolaire dans ce processus de planification et d'élaboration des budgets va déterminer si des ressources du budget national ou des subventions d'appui du budget général sont allouées au programme.

Un financement stable est une condition préalable de la viabilité. Dans la plupart des pays appuyés par le PAM, le financement du programme provient de l'aide alimentaire acheminée par le Programme et des contributions du gouvernement en nature ou en espèces. Lorsqu'un programme devient national, il doit avoir une source de financement stable, indépendante du PAM, qu'il s'agisse des ressources ordinaires du budget de l'État ou de fonds affectés au développement. Dans le long terme, le budget de l'État doit comporter une ligne spécifiquement réservée à l'alimentation scolaire.

4. Des programmes axés sur les besoins, économiquement rationnels et bien conçus

Les programmes d'alimentation scolaire doivent être axés sur les besoins et leur conception doit reposer sur une évaluation exacte de la situation dans le pays. Il est important que les programmes définissent clairement les problèmes, les objectifs et les effets directs attendus, en tenant compte du contexte national. Il est également important de cibler les bons bénéficiaires et de choisir des modalités de distribution des produits alimentaires judicieuses ainsi qu'un assortiment alimentaire de qualité adaptée. Les interventions complémentaires telles que l'enrichissement des aliments et le déparasitage doivent faire partie intégrante de tout programme d'alimentation scolaire.

5. Une organisation institutionnelle et opérationnelle fiable

L'exécution d'un programme d'alimentation scolaire relève généralement de la responsabilité d'une institution gouvernementale ou d'un ministère donné. En pratique, la meilleure solution consiste à mandater une institution chargée de gérer l'alimentation scolaire, qui sera responsable de l'exécution du programme. Il faut également disposer des ressources, des compétences de gestion, du personnel, des connaissances et des technologies nécessaires aux niveaux central et infranational. L'alimentation scolaire requiert un système de mise en œuvre à toute épreuve, à même d'acheter de grandes quantités d'aliments et de les distribuer dans les écoles ciblées, d'assurer la qualité des produits et de gérer les ressources en toute transparence.

6. Des stratégies de production et d'approvisionnement locaux

Chaque fois que possible, il est essentiel de s'approvisionner sur le marché local pour assurer la viabilité tout en stimulant le développement agricole. Les programmes d'alimentation scolaire doivent comporter un plan d'action à cet effet. Il convient d'effectuer des études de faisabilité en portant une attention particulière à l'accès des petits exploitants aux marchés et en veillant à la mise en place d'une stratégie volontariste visant à rapprocher progressivement l'offre de la demande correspondant à l'alimentation scolaire. Les pays et les partenaires doivent doser soigneusement approvisionnement international, national et local afin d'encourager l'économie locale sans mettre en péril la qualité et la stabilité de la filière d'approvisionnement.

7. Des partenariats et une coordination intersectorielle solides

Les programmes d'alimentation scolaire bien conçus supposent la participation de nombreux secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et les collectivités locales, mais aussi: un lien explicite entre l'alimentation scolaire et d'autres programmes de santé et de nutrition ou de protection sociale en milieu scolaire; un dispositif de coordination (équipe spéciale, groupe de travail, groupe sectoriel, etc.); et des partenariats opérationnels solides.

8. Une participation et une appropriation solides de la communauté

Les programmes d'alimentation scolaire qui sont pris en main localement, répondent aux besoins des communautés et comportent une contribution des parents ou de la communauté, sous une forme ou sous une autre, sont généralement les plus solides, ceux qui ont le plus de chances de se détacher de l'assistance des donateurs. Les programmes les plus fructueux sont ceux qui possèdent ces caractéristiques dès le départ et tout au long de leur mise en oeuvre.

Norme 1: viabilité

Indicateur 1: le programme comporte une stratégie de transfert de responsabilités qui prévoit des étapes, des objectifs en matière de calendrier et des critères de réalisation.

Norme 2: alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux

Indicateur 1: la stratégie nationale de réduction de la pauvreté fait état de l'alimentation scolaire à titre d'intervention de protection sociale et d'éducation.

Indicateur 2: les politiques et stratégies sectorielles font état de l'alimentation scolaire à titre d'intervention de protection sociale liée à l'éducation et à la nutrition (plan sectoriel pour l'éducation, politique de nutrition, politique de protection sociale).

Indicateur 3: il existe une politique spécifique pour l'alimentation scolaire ou associée à la santé et à la nutrition à l'école, qui définit les objectifs, la justification, la portée, l'élaboration et le financement du programme.

Norme 3: financement et budgets stables

Indicateur 1: il existe une ligne budgétaire consacrée à l'alimentation scolaire et un financement public, outre les budgets de financement de l'alimentation scolaire et les fonds extrabudgétaires accordés par le PAM ou les ONG.

Indicateur 2: le financement des donateurs – qu'il passe par le gouvernement, le PAM, les ONG ou autres – est stable et, si possible, pluriannuel, afin d'assurer la couverture des besoins des programmes d'alimentation sans rupture d'approvisionnement.

Indicateur 3: les structures du district, de la région et du pays incluent l'alimentation scolaire dans leurs budgets et leurs plans annuels.

Norme 4: programme axé sur les besoins, économiquement rationnel et bien conçu

Indicateur 1: le programme présente des objectifs et des justifications appropriés qui correspondent au contexte et au cadre politique.

Indicateur 2: le programme répond à des besoins et définit des groupes cibles et des critères de ciblage appropriés, qui correspondent à ses objectifs et son contexte.

Indicateur 3: le programme prévoit des modèles d'alimentation scolaire appropriés et des modalités d'approvisionnement et un assortiment alimentaire (y compris l'enrichissement en micronutriments et le déparasitage) adaptés au contexte, aux objectifs, aux coutumes et aux goûts locaux, aux aliments disponibles sur place, aux coûts et au contenu nutritionnel.

Norme 5: organisation institutionnelle et opérationnelle fiable

Indicateur 1: une institution nationale est chargée de mettre en œuvre l'alimentation scolaire.

Indicateur 2: au sein de cette institution nationale, un service spécifique est chargé d'assurer la gestion d'ensemble de l'alimentation scolaire au niveau central; il dispose d'effectifs, de moyens et de connaissances suffisants.

Indicateur 3: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au plan régional.

Indicateur 4: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au plan des districts.

Indicateur 5: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au niveau des écoles.

Indicateur 6: un système de suivi et d'évaluation doté de moyens suffisants est en place et fonctionne; il s'intègre dans les structures de l'institution de tutelle et il est utilisé pour la mise en œuvre et le retour d'informations.

Indicateur 7: l'approvisionnement et la logistique sont organisés autour des achats locaux dans la mesure du possible, compte tenu des coûts, des capacités des responsables de l'exécution, de la capacité de production du pays, de la qualité des aliments et de la stabilité de la filière d'approvisionnement.

Norme 6: stratégie locale de production et d'approvisionnement

Indicateur 1: une étude de faisabilité analysant les perspectives d'accès des petits paysans aux marchés est prévue.

Indicateur 2: l'approvisionnement et la logistique sont organisés à partir d'une analyse de la demande et de l'offre et font appel, aussi souvent que possible, à un approvisionnement aussi local que possible; une stratégie d'intégration progressive des petits paysans est en place.

Indicateur 3: des dispositions sont prises pour assurer la qualité et l'hygiène des denrées alimentaires.

Indicateur 4: la stabilité de l'approvisionnement est prise en compte et des mesures d'urgence sont prévues en cas de rupture de la filière d'approvisionnement.

Norme 7: partenariats et coordination intersectorielle solides

Indicateur 1: l'alimentation scolaire est associée à d'autres programmes ou activités concernant la santé et la nutrition ainsi que la protection sociale en milieu scolaire.

Indicateur 2: il existe un dispositif de coordination intersectoriel pour l'alimentation scolaire qui est opérationnel et intègre tous les intervenants de l'institution.

Indicateur 3: le programme est conçu et mis en œuvre en partenariat avec tous les secteurs concernés, les organismes internationaux, les ONG, le secteur privé et les acteurs économiques locaux.

Norme 8: participation et appropriation solides de la communauté (enseignants, parents, enfants)

Indicateur 1: la communauté a participé à la conception du programme.

Indicateur 2: la communauté participe à la mise en œuvre du programme.

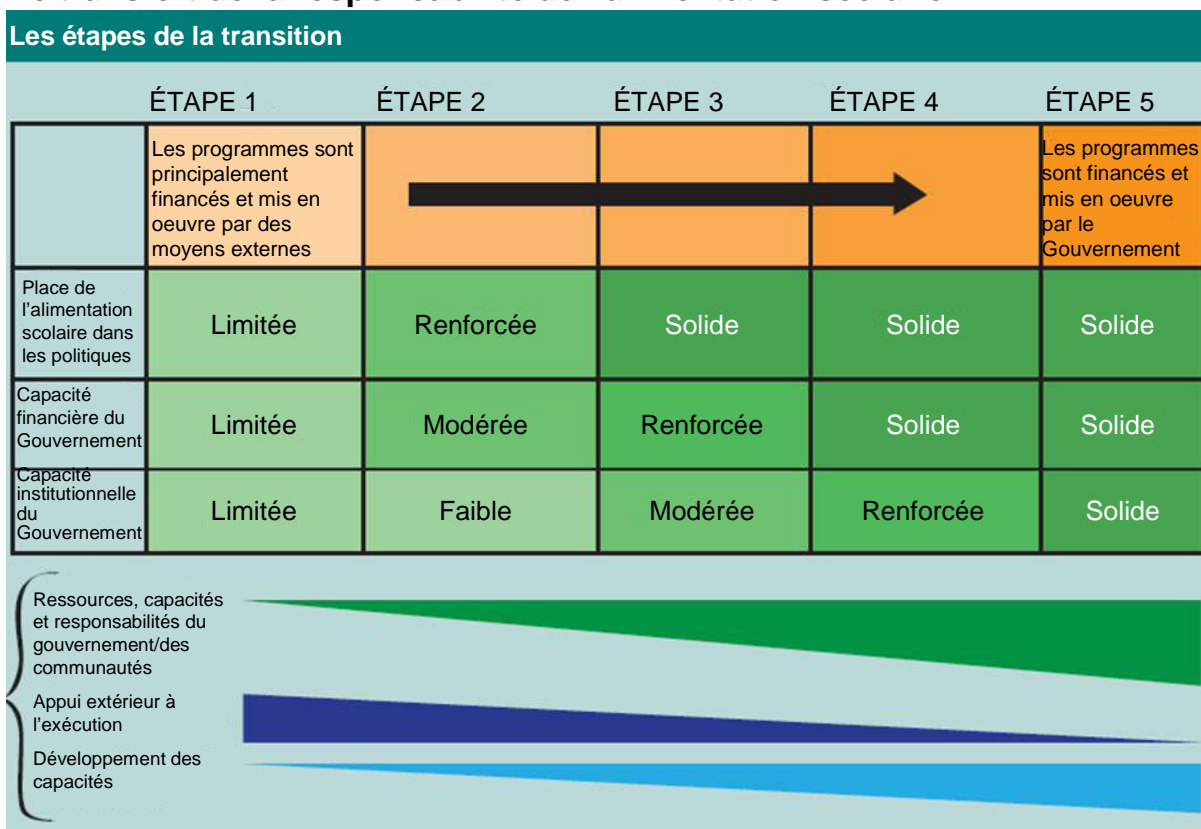
Indicateur 3: la communauté contribue (dans la mesure du possible) à fournir les ressources du programme.

Comment assurer la pérennisation des programmes d'alimentation scolaire?

La transition vers des programmes d'alimentation scolaire nationaux viables exige d'intégrer l'alimentation scolaire dans les politiques, plans, stratégies, programmes, financements et structures administratives nationales.

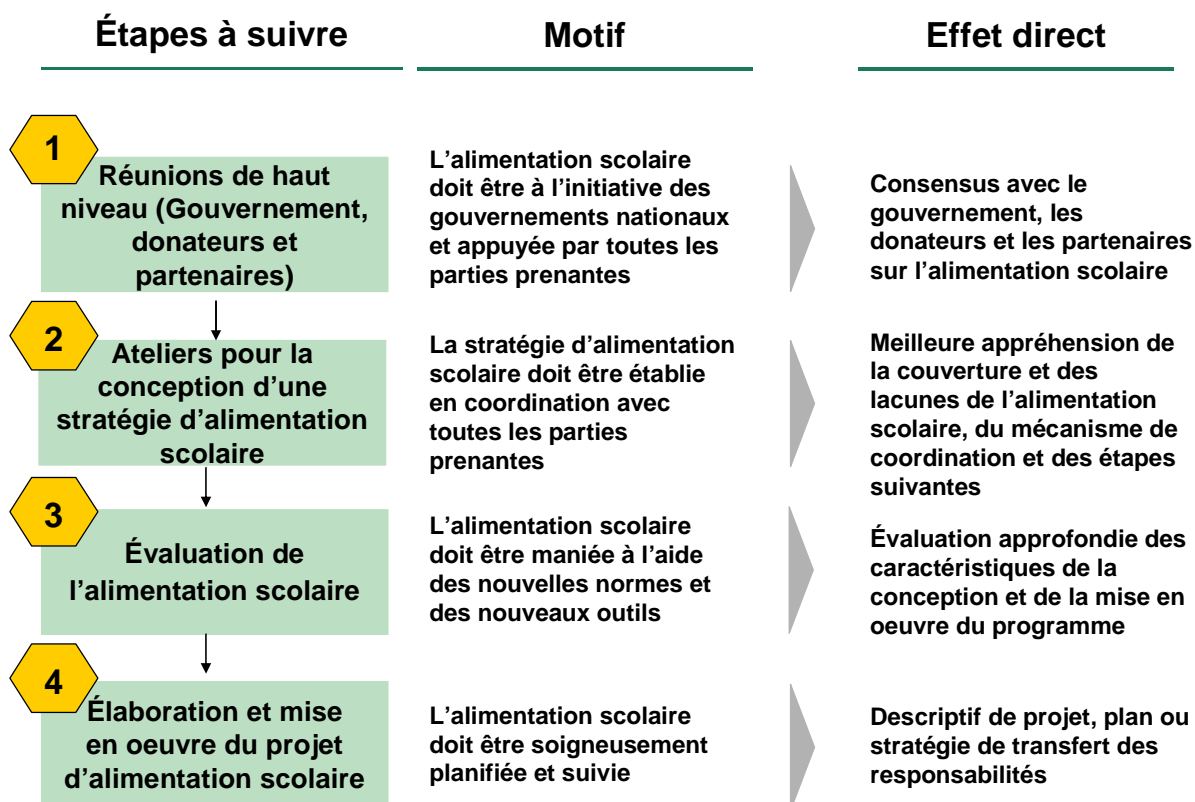
À mesure que ses capacités montent en puissance et qu'il prend l'initiative, passant progressivement du stade 1 au stade 5, le gouvernement assume de plus en plus la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire.

Le transfert de la responsabilité de l'alimentation scolaire

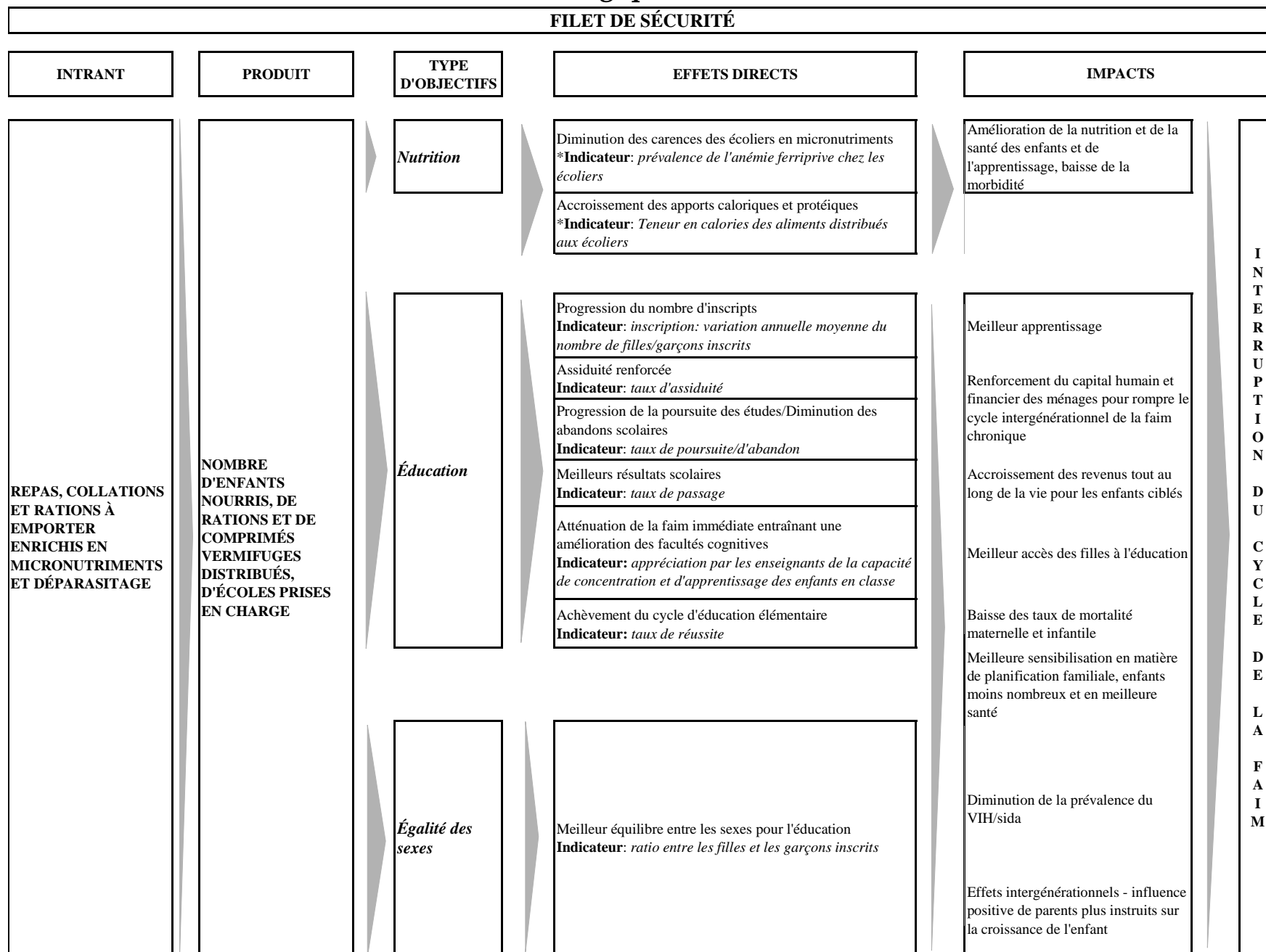


ANNEXE III

Les programmes d'alimentation scolaire appuyés par le PAM doivent reposer sur un processus de consultation, de coordination, d'évaluation et de conception.



ANNEXE IV - Modèle logique de l'alimentation scolaire

I
N
T
E
R
R
U
P
T
I
O
N

D
U

C
Y
C
L
E

D
E

L
A

F
A
I
M

* Indicateurs n'apparaissant pas actuellement dans le Cadre de résultats stratégiques

FILET DE SÉCURITÉ

INTRANT	PRODUIT	TYPE D'OBJECTIFS	EFFETS DIRECTS	IMPACTS
<p>REPAS, COLLATIONS ET RATIONS À EMPORTER ENRICHIS EN MICRONUTRIMENTS ET DÉPARASITAGE</p>	<p>NOMBRE DE MÉNAGES BÉNÉFICIAIRE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE</p>	<p><i>Transfert de valeur</i></p>	<p>Augmentation des revenus des ménages *Indicateur: valeur monétaire des aliments transférés</p> <p>Meilleure consommation alimentaire du ménage Indicateur: score de consommation alimentaire des ménages</p>	<p>Renforcement de la sécurité alimentaire</p> <p>Accroissement des investissements dans les actifs productifs des ménages</p> <p>Meilleur état sanitaire/nutritionnel des enfants non scolarisés et autres membres du ménage</p> <p>Baisse du recours à des mécanismes de survie dangereux</p> <p>Baisse du travail des enfants</p>
<p>POLITIQUE, PLANIFICATION ET CONSEILS TECHNIQUES POUR LES GOUVERNEMENTS</p>	<p>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTANCES NATIONALES IMPLIQUÉES DANS L'ALIMENTATION SCOLAIRE</p>	<p><i>Renforcement des capacités</i></p>	<p>Renforcement des capacités des gouvernements à planifier et mettre en œuvre l'alimentation scolaire *Indicateur: Plan d'action et étapes prévues pour atteindre les 8 normes de qualité: i) stratégies de pérennisation; ii) alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux; iii) financements et budgets stables; iv) programmes axés sur les besoins, économiquement rationnels, et bien conçus; v) organisation institutionnelle et opérationnelle fiable; vi) stratégies de production et d'approvisionnement local; vii) partenariats et coordination intersectorielle solides; et viii) participation et appropriation solides des communautés.</p>	<p>Meilleure efficacité des politiques et programmes d'alimentation scolaire sur le plan de la réduction de la faim</p>
<p>ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES</p>	<p>ACHATS LOCAUX</p> <p>ENVELOPPE D'INTERVENTIONS ESSENTIELLES</p> <p>INFRASTRUCTURES SCOLAIRES</p>	<p><i>Alimentation scolaire en tant que plateforme d'activités complémentaires offrant des avantages socio-économiques plus étendus</i></p>	<p>Augmentation du revenu et des débouchés des agriculteurs grâce à l'achat de denrées produites et transformées localement pour l'alimentation scolaire *Indicateur: % des achats locaux dans les aliments distribués dans le cadre de l'alimentation scolaire</p> <p>Promotion de l'Enveloppe d'interventions essentielles en milieu scolaire (eau potable, fourneaux économes en combustible, parcelles boisées) *Indicateur: proportion d'écoles pourvues des actifs en question</p> <p>Amélioration des infrastructures scolaires (bâtiments, cantines, latrines, parcelles boisées) *Indicateur: proportion d'écoles pourvues d'actifs essentiels</p>	<p>Transformation de l'assistance alimentaire en investissement productif dans les communautés locales - Amélioration de l'économie locale</p> <p>Extension des avantages socioéconomiques (réduction de la consommation de bois de chauffe, amélioration du bilan carbone, des infrastructures scolaires et de l'environnement éducatif)</p>

I
N
T
E
R
R
U
P
T
I
O
N

D
U

C
Y
C
L
E

D
E

L
A

F
A
I
M

* Indicateurs n'apparaissant pas actuellement dans le Cadre de résultats stratégiques

ANNEXE V

NORME	TYPE DE COMPÉTENCE	ACTIVITÉS
Viabilité	Programme	Réunions de haut niveau Missions de formulation de la stratégie Planification à long terme des facteurs de viabilité Adaptation des critères de référence et du calendrier au fil du temps
Alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux	Programme	Formation des bureaux de pays à l'élaboration des politiques et aux actions de sensibilisation Fourniture aux bureaux de pays d'une base de connaissances et de données factuelles Outils de sensibilisation, conseil juridique, conseil sur les politiques Ateliers de planification des activités Missions de formulation de la stratégie Promotion des investissements en faveur de l'alimentation scolaire
Financement et budgets stables	Programme	Analyse des donateurs Formation des bureaux de pays à l'harmonisation entre les donateurs et mise à disposition d'outils Prise en charge par le budget de l'État
Programme économiquement rationnel et bien conçu	Nouveaux outils d'élaboration des programmes	Conception du programme
	Programme	Analyse des problèmes
	Programme/analyse et cartographie de la vulnérabilité	Ciblage
	Programme/Nutrition	Assortiment alimentaire et modalités
	Programme/Analyses d'arbitrage intégrant les considérations de coût	Évaluation des coûts, ratio coûts/avantages
Stratégie locale de production et d'approvisionnement	Achats	Mise en phase offre-demande Modalités de passation des marchés Liens avec les petits paysans

NORME	TYPE DE COMPÉTENCE	ACTIVITÉS
Structures institutionnelles et de mise en oeuvre solides	Logistique	Évaluation logistique et modalités de distribution
	Nouveaux outils d'élaboration des programmes	Suivi et évaluation
	Programme	Ateliers des intervenants
Partenariats et coordination intersectorielle solides	Politique	Sensibilisation et information au plan mondial
	Nouveaux outils d'élaboration des programmes	Élaboration d'outils de planification à assise communautaire
	Programme	Ateliers des intervenants
Participation et appropriation solides de la communauté (enseignants, parents, enfants)	Programme	Participation des communautés à la conception et à la mise en oeuvre des projets Accord avec les communautés concernant les responsabilités